

## COMMUNIQUÉ

Paris, le 23 janvier 2017

### **BAC PRO GA : un peu de considération pour les élèves et les professeur-es de la voie professionnelle !**

**Sans même attendre le bilan en cours sur le bac pro Gestion et Administration (GA), les recteurs décident de fermer de façon autoritaire de nombreuses sections dans toutes les académies, au mépris total des collègues qui se sont investi-es fortement dans la mise en œuvre de cette nouvelle formation dont la première session n'a pas encore 2 ans ! Nombre de PLP vont donc maintenant subir les effets de ces fermetures en termes de carte scolaire voire de reconversion ! Ces décisions ne sont pas responsables et montrent encore une fois le peu de considération que peuvent avoir les recteurs quant au travail des PLP et la réussite des jeunes de lycée professionnel !**

Dès sa mise en place, le SNUEP-FSU a dénoncé les risques et les dérives fortement prévisibles du bac pro GA : référentiels déclinés en micro-tâches sans lien entre elles, disparition d'un certain nombre de savoirs dont la comptabilité, évaluation permanente, mise en œuvre complexe et sans réelle formation des enseignant-es, difficultés matérielles, perte de l'identité professionnelle des collègues de GA avec la fusion des spécialités de recrutement dans les matières professionnelles, etc...

Dès lors et systématiquement, le SNUEP-FSU a demandé au ministère qu'un bilan objectif et indépendant soit mené sur cette filière. Mais sans attendre les résultats de ce bilan, les rectorats, partout sur le territoire, organisent la disparition progressive de cette formation, soit par fermetures de sections entières, soit par réductions drastiques de leurs capacités d'accueil. Et dans ce cadre, on est loin de toute considération pédagogique, la volonté de l'administration se tournant davantage vers des questions de gestion de flux.

Ceci n'est pas sans poser d'évidents problèmes, que ce soit pour les parcours d'élèves vers un niveau IV ou III dans le tertiaire administratif, ou que ce soit pour les personnels qui voient fondre leurs possibilités d'affectation comme neige au soleil !

Tant que le bilan demandé n'aura pas été mené à son terme et qu'il n'aura pas été possible d'en tirer des conclusions objectives sur les parcours d'élèves et la carrière des PLP concernés, **le SNUEP-FSU exige que cessent toutes les fermetures de sections et toutes les réductions de capacités d'accueil en bac pro GA, sur tout le territoire. Il appelle l'ensemble de ses représentant-es dans les Conseils d'administration des LP et des SEP à s'opposer aux DHG proposant de telles fermetures ou réductions.**

**Le SNUEP-FSU demande à la ministre d'intervenir auprès des recteurs pour que l'ensemble de ces formations soient maintenues à la rentrée prochaine. De plus, le SNUEP-FSU demande qu'une réflexion d'ensemble soit menée au plus vite sur le secteur tertiaire administratif pour permettre réellement de répondre aux besoins de formation et de qualification des jeunes qui s'y orientent.**

## Les élèves de SEGPA présentent des difficultés scolaires graves et durables

D'après la note que vient de publier la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DDPE), les élèves de Segpa présentent "des difficultés scolaires graves et durables". La note précise que ce sont d'abord des difficultés d'ordre social, familial et culturel. Le service d'information de l'Education nationale a pris, pour examiner leur parcours scolaire, le cas de quelque 28 000 élèves entrés en 6<sup>ème</sup> en 2007, dont les 3/4 sont allés directement en Segpa, les autres ayant rejoint une "section d'enseignement général et professionnel adapté après un passage en 6<sup>ème</sup> générale.

Ce sont plus souvent des garçons (62 %), appartenant à une famille nombreuse (47 % vs 22 % pour les autres collégiens), souvent monoparentale (27 % vs 19 %), ou recomposée (12 % vs 7 %) ou dans une famille d'accueil ou un foyer (4 % vs 1 %). Ils sont aussi plus souvent issus de l'immigration (17 % vs 10 %). "Près de 7 % des élèves passés par une Segpa) vivent dans une famille d'inactifs (contre 1 % dans le cursus général)", "75 % appartiennent aux 30 % des familles les moins aisées", moins de 30 % ont une mère titulaire d'un diplôme, le plus souvent un CAP...

Parmi ces élèves, "97 % sont entrés en sixième avec au moins une année de retard". Ils atteignent donc l'âge de fin de la scolarité obligatoire "parfois avant même d'arriver en troisième". "Seul un élève de Segpa sur cent obtient le DNB" (le brevet). Ceux qui le peuvent passent en lycée professionnel. Ils représentent d'ailleurs 15 % des effectifs en première année de CAP. A l'issue des sessions d'examen 2013, 2014 et 2015, quelque 10 000 d'entre eux (37 % des élèves entrés en 6<sup>ème</sup> 8 ans plus tôt et passés par la Segpa) avaient obtenu un diplôme professionnel, 3 800 étaient encore scolarisés (une petite moitié pour avoir un bac pro), et les autres, 58 %, "sont sortis du système éducatif sans aucun diplôme", dont plus de moitié avaient décroché alors qu'ils étaient encore au collège...

**Ce bilan négatif montre encore une fois que notre système éducatif produit les inégalités et concentre les moyens publics pour l'apprentissage et les grandes écoles. Car la priorité devrait être d'aider ces jeunes à s'insérer dans la société en décrochant un diplôme. Mais la baisse des effectifs montre le contraire (Bulletin académique n°168). Et il y a des « humanistes » qui n'hésitent pas à nous expliquer que la solution, c'est l'éducation INCLUSIVE. Traduction : fermer des sections Segpa et intégrer ses élèves dans des classes « normales » !**

Cette politique est poursuivie par les DASEN alors que la circulaire Segpa n° 2015-176 du 28-10-2015 ainsi que l'arrêté sur les grilles horaires confortent l'existence du dispositif Segpa de la 6<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup>. Il comporte quelques avancées, notamment la reconnaissance de l'intérêt pour les élèves d'utiliser les machines en atelier.

Le SNUEP-FSU est attaché au dispositif Segpa dès la 6<sup>ème</sup> et sera vigilant dans les commissions d'orientation pour qu'elle n'entrave pas l'orientation des élèves qui relèvent de ce dispositif.



## **Confier l'Enseignement professionnel aux Régions : réplique de la Ministre de l'EN**

Le 10 janvier 2017, le député Frédéric Reiss (LR, Bas-Rhin) a interrogé la ministre de l'EN sur l'enseignement professionnel et a proposé, comme le défend le candidat à l'élection présidentielle François Fillon, de le confier aux régions. Il a déclaré que les régions, sont "probablement plus qualifiées que les rectorats pour adapter rapidement le système de formation aux débouchés professionnels et mieux préparer les jeunes à s'insérer dans la vie active".

La Ministre a répondu en précisant qu'il est juste et pertinent de traiter l'enseignement professionnel comme les autres voies. Elle a souligné que si l'enseignement professionnel était confié aux régions, les diplômes deviendraient régionaux. "Cela existe en Allemagne or on constate les difficultés que cela pose quand un Land décide de ne plus reconnaître le diplôme du Land voisin. Pourquoi mettre ainsi en difficulté nos jeunes lycéens professionnels ?", demande la ministre, qui préfère "veiller à ce que l'enseignement professionnel soit choisi et non plus subi". Pour elle, il faut en priorité régler le problème de "l'orientation subie".

## **Le retour du « 1 sur 2 » compliqué au sein de l'état / Les Echos 19/12/2016**

Cinq ans après, le candidat du parti Les Républicains promet de remettre l'Etat à la même diète que celle imposée sous le quinquennat Sarkozy : « *La règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux est ce qui nous permettra d'atteindre nos objectifs de réduction d'effectifs* », souligne Eric Woerth. Entre 2007 et 2012, cette politique avait entraîné la suppression de 144.000 postes, soit 6,6 % des effectifs de l'Etat. Reste à voir quel sort sera réservé à l'Education nationale, qui représente la moitié des quelque 2 millions de fonctionnaires d'Etat. « *Le temps des professeurs dans l'école sera augmenté, avec une rémunération plus forte à la clef* », note Eric Woerth, qui fait de l'augmentation du temps de travail le levier pour tenir d'une façon générale l'objectif. « *Ce ne sera pas du rabot, il y aura une négociation, mais sur la base des propositions de François Fillon* », précise-t-il !

### **« Ici, tes profs t'aiment »**

L'année dernière, le magazine en ligne « Les Jours » a suivi une classe de 3<sup>ème</sup> et cette année il s'intéresse au parcours d'élèves de seconde professionnelle (Production conception mécanique), à Héricy, en Seine-et-Marne. Sous le titre « Les décrocheurs silencieux » un des reportages évoque la rencontre des enseignants et des parents d'élèves qui "ont du mal à réaliser que leur enfant est désormais un bon élève poussé par des profs très impliqués" alors que leur scolarité aux collèges, était considérée comme anormale.

Les témoignages des parents sont émouvants et confirment que l'EP produit des bons résultats lorsque les conditions de travail et d'implication des collègues sont favorables. Et pour cela nous ne raterons aucune occasion d'expliquer aux « décideurs » l'importance de l'EPP pour la société en liaison avec la préparation d'un diplôme soit pour une intégration professionnelle soit pour la poursuite d'étude.

# COMPTE-RENDU DU CTA DU 19 JANVIER 2017

Le Recteur ouvre la séance en nous adressant ses vœux et nous souhaite une « belle et heureuse année ainsi que pour notre pays qui aura à faire des choix importants » ! Il salue la présence de Mme Laporte, nouvelle DASEN du 24.

Le Recteur a ensuite rendu hommage à notre camarade Vincent DESTRIAN pour son engagement syndical.

Concernant l'enseignement professionnel, voici un extrait de la déclaration FSU : « Il est précisé qu'un effort spécifique sera réalisé en faveur des lycées et LP défavorisés. Nous actons 10 emplois enseignants dans notre académie pour le renforcement de ces lycées. Pour nous ces moyens doivent bénéficier aux établissements qui cristallisent les problèmes, liés à la concentration des difficultés sociales et scolaires. Ces moyens supplémentaires devront permettre de créer des dédoublements dans les classes difficiles en LP et une diminution des effectifs en lycée. »

FO soumet deux vœux au vote du CTA:

- Le 1<sup>er</sup> pour demander que le CTA saisisse le CHSCTA sur l'évaluation des enseignants.

En l'absence des textes officiels sur cette évaluation, la FSU n'a pas participé au vote.

Résultat du vote : 5 NPPV (FSU), 3 Contre (UNSA) et 2 Pour (FO).

- Le 2<sup>ème</sup> est sur le retrait du projet d'évaluation des enseignants. Même vote.

La FSU demande ensuite le retrait du point 10, sur la nouvelle grille indiciaire des contractuels, dans l'attente de la Circulaire nationale. Le Recteur acceptera la proposition de retrait.

## 1. Créations d'emplois pour la rentrée 2017

Le Recteur exprime sa satisfaction devant ce budget, le meilleur du quinquennat qui va concrétiser l'engagement présidentiel de la création de 60 000 emplois.

Dans le 2<sup>nd</sup> degré, la situation est très favorable avec 4400 postes créés au Budget de l'État pour 41000 élèves en plus. Mais il y a aussi des créations chez les administratifs, les CPE, les Assistants Sociaux, les Infirmiers. Bordeaux est une des académies les mieux dotées.

## 2. Répartition des enveloppes 2<sup>nd</sup> degré

Présentation par le Recteur : 256 emplois d'enseignants dont 10 pour les LP et lycées les plus défavorisés (on ne connaît pas encore lesquels mais cela se fera sur des critères objectifs : nombre de boursiers, CSP défavorisées, taux de réussite aux examens et redoublement) ; 4 emplois d'inspecteurs, 7 emplois d'administratifs, 13 emplois de CPE, 5 emplois d'Assistants Sociaux, 3 Infirmiers.

L'augmentation démographique continue dans l'académie avec des variations selon le niveau et les départements. Il y a 60 créations dues aux nouveautés sur la carte des formations professionnelles. Il y a eu 1014 emplois en plus dans le quinquennat pour 10 821 élèves supplémentaires.

La dotation est la même dans le 24 qui perd pourtant des élèves, + 177 ETP pour le 33 (+ 1800 élèves), + 22 ETP pour le 40 (+220 élèves), + 18 ETP pour le 47 (+ 206 élèves), + 26 ETP pour le 64 (+ 379 élèves).

Vote : 7 Abstentions (FSU, FO) et 3 Pour (UNSA)

## 3. Additif à la carte des formations rentrée scolaire 2017-01-22

Fermeture de la 3<sup>ème</sup> Prépa Pro à l'EREA de PESSAC car aucun élève à la rentrée de septembre 2016.

## Préparation du Congrès académique



Dans le cadre de la préparation de notre congrès académique, 36 PLP se sont retrouvés lors d'un stage de formation syndicale au LP hôtelier de MORLAAS (64) pour débattre autour de 2 grands thèmes : le PPCR et l'apprentissage.



Après un hommage à notre camarade Vincent DESTRIAN et une minute de silence en son honneur, la matinée fut en grande partie consacrée à la présentation de Jean-Claude sur le PPCR, avec l'analyse des incidences sur nos traitements, la nouvelle grille de reclassement applicable en septembre 2017, et le projet de réforme de l'évaluation des enseignants qui fait encore débat. La matinée s'est terminée avec une présentation par Nasr du financement de l'apprentissage et de son évolution dans le temps en relation avec les grandes décisions politiques. Après un repas convivial pris au restaurant d'application, l'après-midi s'est poursuivi par l'intervention de José MARCO secrétaire départemental de la FSU qui nous a rappelé que notre implication dans les instances de la FSU était importante, nécessaire et devait être poursuivie et amplifiée. La journée s'est terminée par l'intervention d'Alain LEURION (FSU), élu au CREFOP, sur

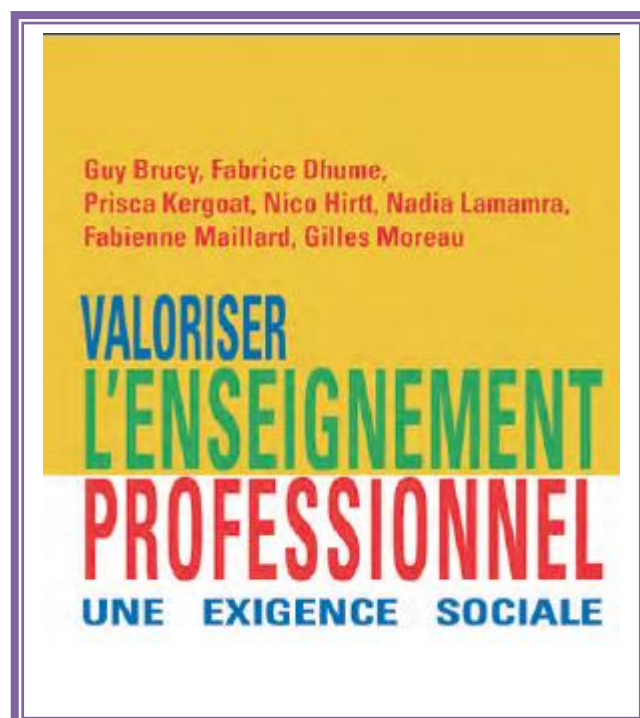
l'interaction de l'apprentissage et de la formation sous statut scolaire, avec la mise en évidence des incidences désastreuses de la mixité des publics dans nos classes.

### Valoriser l'Enseignement professionnel, une exigence sociale

Dès son origine, l'enseignement professionnel est traversé par des injonctions contradictoires : sa mission est-elle de former des citoyens ou de faire des enfants des classes populaires des ouvriers efficaces et dociles ?

Cette tension entre ambition émancipatrice et intérêts économiques est aujourd'hui à l'œuvre dans tout le système éducatif, mais c'est dans la boîte noire de l'enseignement professionnel qu'elle se révèle avec le plus de brutalité. Celui-ci constitue une sorte de laboratoire invisible, que fréquentent 32 % des lycéens. Pourtant, cet enseignement reste parfois méprisé, sous-doté et largement méconnu y compris par les responsables politiques.

Filières, spécialités, stages, alternance, apprentissage : ce petit livre lève le voile sur un lycée oublié à la fois marqué par des discriminations de classe et de genre et porté par une grande vitalité pédagogique.



Prix de vente : 8 € + frais de port.